

**CULTURE: la Suisse doit investir 30 millions par an pour son patrimoine**

La Suisse regorge de monuments, de sites construits et de sites archéologiques uniques en leur genre. Leur conservation et leur entretien nécessitent au minimum 30 millions de francs par année. Or, les ressources financières prévues par le Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2016 à 2019 (Message culture) ne suffiront pas à préserver ces objets d'une ruine graduelle. C'est pour quoi l'Alliance Patrimoine demande que plus de moyens soient affectés à cette tâche. Pour assurer la conservation des monuments, des sites construits et des sites archéologiques à protéger, il faudrait investir chaque année près de 100 millions de francs. Ce montant est déterminé très précisément dans le Message culture 2016 à 2019 lui-même. Malgré cela, les fonds alloués par la Confédération n'ont cessé de diminuer durant la dernière décennie, alors qu'ils s'élevaient en moyenne à 58 millions de francs par an jusqu'à 2009. Le nouveau Message culture prévoit de scaler à 58 millions de francs pour les prochains années. - Alliance Patrimoine

# Corrélations totalement inhabituelles

*Certains cours d'actifs qui ont d'ordinaire des trajectoires inverses peuvent aujourd'hui évoluer dans une même direction.*

**ANDREAS HÖFERT\***

«Les actions et les obligations évoluent-elles sur la même planète? Voilà ce qu'un de mes collègues d'une banque d'affaires américaine se demandait la semaine dernière, dans une note de recherche à ses clients. C'est une bonne question, en effet. Mieux de l'avoir posée! Tandis que l'indice S&P 500 a franchi le seuil des 2000 points, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans flûtait avec les 2,30%, un plus bas depuis la mi-2013. Certes, les actions de la zone euro n'atteignent pas des sommets historiques, mais elles sont quasiment au plus haut depuis cinq ans. Pendant ce temps, le rendement du Bund allemand à 10 ans est inférieur à 1% depuis maintenant

quatre semaines. Il est même tombé ponctuellement sous 0,9%. Le plus si vous voulez que l'État allemand accepte votre argent pour une durée de deux ans, vous devez lui payer un intérêt de presque 0,05% par an, presque autant que le taux demandé par l'État suisse. Même les rendements souverains à 2 ans de l'Italie et de l'Espagne sont désormais proches de zéro à défaut d'être négatifs, alors que leurs marchés d'actions surperforment les actions européennes dans leur ensemble depuis le début de l'année. Il y a manifestement quelque chose qui cloche par rapport aux schémas traditionnels. Des marchés d'actions qui montrent soit d'habitude le signe d'un optimisme à l'égard de l'économie, tandis qu'une baisse des rendements des emprunts d'État est généralement anticipatrice de turbulences à venir. Pourtant, cela n'est pas nécessairement valable dans l'environnement de l'après-crise financière. Je n'irais pas jusqu'à dire «cette fois, c'est différent», les fameuses cinq mots qui mènent toujours au désastre. Toutefois, depuis que le

marché américain d'actions a touché le fond il y a environ quatre ans et demi, on observe une corrélation positive très forte entre des cours d'actifs qui sont habituellement non corrélés voire qui ont d'ordinaire une trajectoire inversée. Le fait que les cours des emprunts d'État et des actions évoluent à l'unisson (ce qui signifie que les taux d'intérêt et les cours des actions évoluent de manière opposée) peut s'expliquer par la schizophrénie ou le cloisonnement des acteurs du marché (d'où la métaphore de «l'autre planète»). Pourtant, à mon avis, il y a une raison bien plus simple et plus terre à terre: les injections massives de liquidités par les banques centrales, notamment par la Réserve fédérale américaine. En juillet 2014, le bilan cumulé de la Fed, de la Banque centrale européenne (BCE), de la Banque du Japon (BoJ), de la Banque d'Angleterre (BoE) et de la Banque nationale suisse (BNS) s'élevait à 11 000 milliards de dollars américains (c'est-à-dire 5 fois plus!) qu'en juillet 2008 lorsque cette somme avait été 4500 milliards de dollars. A

présent, alors que la Fed prend congé de son troisième programme d'assouplissement quantitatif (QE3), qui devrait être fini en octobre et que la BoJ est de plus en plus susceptible de relever son taux d'intérêt avant la fin de l'année, de nombreux acteurs du marché se demandent avec inquiétude si l'ère de l'argent facile est révolue. Si tel était le cas, on pourrait assister à une «normalisation» du comportement des actifs. Reste à savoir si les grandes banques centrales laisseront vraiment le pied de l'accélérateur. Depuis la semaine dernière, nous savons que la BCE prépare un nouvel accroissement de son bilan. Elle est la seule grande banque centrale qui a vu son bilan se réduire de plus de 1000 milliards d'euros ces deux dernières années, ce qui peut expliquer pourquoi les tensions sur les prix dans la zone euro sont si faibles. En outre, comme tenu de la stabilité de l'économie japonaise. Il y a aussi rien d'étonnant à ce que l'expansion monétaire mise en œuvre dans le cadre de la politique économique du gouver-

nement Abe se poursuive au-delà de son objectif officiel. Enfin, à ceux qui doutent que la politique monétaire puisse devenir encore plus extrême que celle observée depuis cinq ans, je recommande la lecture d'un article de Mark Blyth in *The Economist* dans la dernière édition de *Foreign Affairs*, intitulé «From Easy Money to Money Tight: Why Central Banks Should Give Money Directly to the People» (Empêcher moins mais redistribuer davantage). Pourquoi les banques centrales devraient-elles distribuer de l'argent directement à la population? Les auteurs y défendent d'argent déversé par hélicoptère, une célèbre métaphore pour la paternité est attribuée à Milton Friedman et qui a été reprise plus tard par le président de la Fed Ben Bernanke. Si cette solution, qui relève de la science-fiction, était réellement mise en œuvre, elle garantirait certainement que les marchés d'État et les actions restent sur la même planète. \* *Chief Economist, UBS Wealth Management*

## Quand la Suisse chasse son capital humain

*Le pays manque d'ingénieurs et aucune politique n'est mise en place dans le but de les attirer. Et rien n'est fait pour conserver ceux qui sont déjà là.*

Comment assurer le renouvellement du tissu économique suisse? En encourageant l'émergence d'entreprises sur de nouveaux marchés. Le développement de PME innovantes. Pour cela, il faut deux éléments clés: des compétences (des cerveaux) et des moyens (de l'argent). Du capital humain et du capital-risque. Deux points essentiels, qui sont à l'ordre du jour de la session qui vient de commencer à Berne. Avec plus ou moins de bonheur. Pour le manque de capital-risque, des solutions existent. Le Parlement est sur le point d'accepter deux motions qui devraient permettre de corriger le tir. La première va donner plus de souplesse et d'efficacité à la CTF, l'agence fédérale pour l'innovation. La deuxième permettra d'encourager les caisses de pension à investir dans le tissu économique local. Ce sera un coup de fouet au capital-risque, avec des effets concrets à brève échéance. D'autres pistes sont sur la table, comme la déqualification de l'investissement dans les PME. Nous sommes donc sur la bonne voie. L'aspect humain est plus problématique. On le sait: nous manquons d'ingénieurs, mais nous ne faisons rien pour les attirer. Plus: nous ne faisons rien pour garder ceux qui sont déjà là. Je parlais la semaine dernière avec des entrepreneurs issus de l'EPFL, désespérés par les tracasseries administratives qu'on leur impose. C'est une start-up naissante, une équipe de trois personnes: un Suisse et deux extra-européens. Les deux étrangers ont fini l'EPFL, niveau doctorat. Leur permis B va expirer. Ils ont demandé une prolongation pour lancer leur start-up, mais les autori-

ties leur ont refusé. Mout, ils n'ont pas de salaire. En résumé, on leur demande un salaire pour leur donner un permis, mais ils ont besoin d'un permis pour créer l'entreprise qui va leur verser un salaire. Absurde! Nous avons besoin de main d'œuvre qualifiée, de cerveaux. Au lieu de les attirer, nous les chassons. L'initiative sur l'immigration de masse posera à ce titre un problème supplémentaire. Problème que certains élus UDC semblent avoir compris. Yves Nidegger affirmait dimanche à la radio qu'il fallait laisser les étrangers déterminer leurs contingents, et le niveau du plafond. «Ce n'est pas parce qu'on doit mettre une limite que cette limite doit être mise à un endroit absurde». En clair, laissez les étrangers décider les plafonds qu'ils veulent. Et videz l'écran de votre écran. Réjouissons-nous d'entendre les initiés prendre conscience de l'importance de l'enjeu, et proposer enfin des pistes réalistes (avec sept mois de retard toutefois). La priorité de main d'œuvre qualifiée va occuper le Parlement dans les mois qui viennent. Il en sera également question pour la mise en place du pare d'innovation, dont un des objectifs est de remettre votre place économique et scientifique attractive. Ce débat est essentiel: le capital humain est au cœur du développement économique de notre pays. Pour une croissance durable, et première, le débat doit être mené avec sérieux. **PATRIK DERDER**, *Conseiller national*, *Le Réseau*



## La stratégie orientée vers la comptabilité

*La gestion courante des comptes et des budgets est un véritable défi pour les entreprises. C'est pourtant essentiel de maîtriser le domaine.*

**PATRICK THIEBAUD\***

Boucler vos comptes, prévoir les futurs budgets, que de chiffres en perspective pour beaucoup d'entre vous qui clôturent leur année fiscale ces prochaines semaines. Un travail comptable qui s'apparente plutôt à une corvée qu'une partie de plaisir. Et si la comptabilité devenait une pièce maîtresse de votre stratégie et non plus un mal nécessaire? Peut-être pourriez-vous appréhender différemment cet instant de réflexion qui permettra à votre compagnie de se projeter dans l'avenir. Parfois les méthodes comptables utilisées peuvent être un élément stratégique clé et la comptabilisation des stocks est une de ces méthodes. Il existe quatre méthodes comptables d'inventaire de base, les voici:

- L'identification spécifique;
- La moyenne pondérée;
- Premier entré, premier sorti (FIFO);
- Dernier entré, premier sorti (LIFO).

La méthode de l'identification spécifique inscrit dans les livres les articles à leur coût réel. Elle permet d'identifier chaque élément de façon indépendante. Elle est généralement utilisée pour des produits avec une certaine valeur par unité. La méthode de la moyenne pondérée est généralement utilisée

lorsque les produits sont physiquement indiscernables ou facilement substituables, comme les matières premières. En vertu de la méthode de la moyenne pondérée, le prix de chaque unité en stock est fonction de la moyenne du coût de tous les articles en stock. Concrètement voici un exemple. Disons que vous achetez 20 sacs de ciment à 30 francs, 20 sacs à 31 francs et 20 sacs à 32 francs; votre coût moyen est de 31 francs. En vertu de cette logique, lorsque vous vendez un sac de ciment, vous assumez que son coût était de 31 francs, peu importe ce que vous avez réellement payé pour le sac vendu. Comme la plupart des entreprises ne gèrent pas des articles coûteux ou des matières premières, celle-ci utilisent les méthodes LIFO ou FIFO pour la comptabilisation de leur stock. Avec la méthode FIFO, l'hypothèse est que l'inventaire le plus ancien est utilisé en premier (dans les faits, c'est ce qui se produit dans de nombreuses entreprises, quelle que soit la méthode comptable). En conséquence, le stock final apparaît dans votre bilan à un coût plus proche du coût actuel, car les prix ont tendance à augmenter au fil du temps. Avec la méthode LIFO, l'hypothèse est que les derniers articles achetés sont les premiers articles vendus. Le coût des marchandises vendues est donc relativement élevé et la valeur des biens qui restent sur le bilan est plus faible. Sous LIFO vos profits sont moindres par rapport à la comptabilité FIFO. Alors à quel moment la stratégie d'entreprise entre-t-elle en jeu? Si vous pensez que vos coûts d'inventaire sont susceptibles de rester stables ou d'augmenter, l'ap-

proche LIFO est probablement logique. Les entreprises qui utilisent la méthode LIFO sont généralement celles qui ont des stocks relativement importantes et des coûts d'acquisition croissants. En utilisant la méthode LIFO, on aboutit généralement à des profits plus faibles, une baisse des impôts, et par conséquent une augmentation des flux de trésorerie. Pensez à la comptabilité LIFO comme offrant un avantage fiscal différé. D'un autre côté, LIFO se traduit par un bilan plus faible puisque la valeur de votre inventaire est inférieure. La méthode FIFO fournit une évaluation d'inventaire plus précise car l'hypothèse est que les éléments restants en stock ont été achetés au prix le plus récent et généralement plus élevé. En utilisant la méthode FIFO la valeur des stocks est plus élevée par rapport à LIFO. En résumé, si vous vendez des produits (en tant que détaillant ou fabricant) et que le coût de vos fournitures ou produits a tendance à augmenter avec le temps, la méthode LIFO donnera typiquement lieu à un revenu imposable inférieur à celui de la méthode FIFO. Mais gardez à l'esprit que si vous avez besoin de maintenir un bilan relativement élevé pour obtenir des prêts, pour satisfaire des investisseurs, ou pour impressionner des analystes, la méthode FIFO est peut-être le choix judicieux. Afin d'optimiser votre stratégie, il ne faut pas hésiter à en parler à votre fiduciaire en lui expliquant la nature de votre entreprise et vos objectifs à court, moyen et à long terme. Elle vous aidera ainsi à choisir les meilleures options. \* *Wealthings*

**LE CONSEILLER NATIONAL UDC YVES NIDEGGER A DÉMONTRÉ À LA RADIO QUE LES DÉFENSEURS DE L'INITIATIVE CONTRE L'IMMIGRATION DE MASSE ONT PRIS CONSCIENCE QUE LES CONTINGENTS DOIVENT ÊTRE FLEXIBLES.**